

La société burundaise a ouvert les yeux sur un trafic humain sexuel

RFI, 10 novembre 2013
Burundi : mobilisation nationale contre le trafic humain sexuel
Fin septembre, la présidente d'une fondation canadienne, Justice et Équité, administrait un véritable électrochoc à la société burundaise, en dénonçant un trafic humain sexuel visant surtout de jeunes filles mineures et qui dépassait tout ce que l'on pouvait imaginer. Force est aujourd'hui de constater que cette thrapie de choc semble avoir été salutaire dans ce pays. Depuis un mois et demi, les révolutions chocs de la canadienne Florence Boivin Roumestan, tout le monde est mobilisé au Burundi. Le Conseil national de sécurité, présidé par le chef de l'État en personne, a pris le dossier en main. L'administration et la population burundaise, qui ne voyait rien jusqu'ici, a ouvert les yeux, semble-t-il. Du coup, les résultats sont remarquables. « Il y a vraiment une mobilisation générale », s'enthousiasme la présidente de la fondation Justice et Équité. « Les sommes submergées par les cas. Rien que nous, dans notre fondation, nous en avons quatre ou cinq par jour, des cas de victimes de trafic humain. » Réseau de réseaux démantelés
Sur le front judiciaire, les choses ont également bougé au Burundi. Les réseaux des trafiquants ont été démantelés dans plusieurs villes du pays. Des maisons closes, qui avaient pratiquement pignon sur rue, ont été fermées. Des victimes ont été rapatriées, notamment du Liban. De quoi jouir Florence Boivin Roumestan, qui n'en revient toujours pas.